



PREFECTURE
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques
et des installations classées
AR

ARRÊTÉ
du 26 JUL. 2019
portant mise en demeure à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin
de se mettre en conformité avec les prescriptions
de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 modifié
pour son site de carrière de Sierentz
(carrière anciennement dénommée « Gravière de la Hardt »)

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU** l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 autorisant l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires pour une durée de 30 ans,
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 février 2017, autorisant le changement d'exploitant de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 susvisé au profit de la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin,
- VU** les arrêtés préfectoraux des 13 juillet 2001, 3 juin 2013, 27 avril et 29 septembre 2017, portant prescriptions complémentaires et modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 susvisé,
- VU** la visite d'inspection du site effectuée le 9 juillet 2019,
- VU** le rapport du 18 juillet 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que le profil Axe 2 (EIFFAGE) concernant la limite Est de la carrière (au droit de la presqu'île), transmis par l'exploitant, traduit d'une pente de talus un talus à sec de 1/1 au lieu de 1/1,5, ce qui constitue une non-conformité à l'article 11-1 de l'arrêté du 31 janvier 1996 modifié susvisé,

CONSIDÉRANT que le profil Axe 4 (EIFFAGE) concernant la limite Est de la carrière (au Nord de la presqu'île Est et au droit de la zone de hauts-fonds), transmis par l'exploitant, traduit d'une largeur de banquettes périphériques de 17 m au lieu de 20 m le long de l'autoroute A35, ce qui constitue une non-conformité à l'article 15-1 de l'arrêté du 31 janvier 1996 modifié susvisé,

CONSIDÉRANT qu'il est opéré, dans l'enceinte du périmètre de la carrière, sur la plate-forme d'extraction à sec à environ 3 mètres au dessus du toit des eaux souterraines, sur le terrain graveleux, à des opérations d'alimentation en carburant des engins de chantier (la pelle d'extraction et le chargeur) à raison d'environ une fois tous les deux jours, ce qui constitue une non-conformité à l'article 18-1 de l'arrêté du 31 janvier 1996 modifié susvisé,

CONSIDÉRANT qu'au vu du schéma d'estimation des garanties financières de remise en état de la carrière annexé à l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 31 janvier 1996 modifié susvisé, pour la

période quinquennale d'exploitation [31 janvier 2017 – 31 janvier 2022], tous les terrains à l'Est de cette phase et ayant fait l'objet d'une exploitation doivent avoir été remis en état, alors qu'il est constaté que la zone de hauts-fonds Est n'est pas réalisée (voir profil EIFFAGE axe 4), que les aménagements pour amphibiens n'ont pas été réalisés (voir profil annexé au plan de géomètre SCHALLER mis à jour en octobre 2018), que les limites Est et Sud de la carrière ne sont pas considérées par l'exploitant comme « remis en état » (voir le plan de géomètre SCHALLER d'octobre 2018) et que la berge Sud du plan d'eau de la carrière n'est pas remise en état ce qui constitue un non-respect du phasage de remise en état et une non-conformité aux articles 2-1 et 24-3 de l'arrêté du 31 janvier 1996 modifié susvisé,

CONSIDÉRANT qu'au vu de l'état des terrains de la phase [31 janvier 2017 – 31 janvier 2022] au jour de l'inspection du 9 juillet 2019 susvisée, il est estimé que le montant des garanties financières de remise en état des terrains de cette phase est de 542 129 euros, alors que le préfet ne détient qu'un acte de cautionnement de garanties financières de 400 175 euros (acte du 1^{er} mars 2013 échu le 30 janvier 2022) et que l'exploitant n'a pas actualisé le montant de ses garanties, ce qui constitue une non-conformité à l'article 25-5 de l'arrêté du 31 janvier 1996 modifié susvisé,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. (...).* »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1er : La société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est Lieu-dit Ritty – 68730 BLOTZHEIM, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 2-1, 10-3, 11-1, 15-1, 18-1, 24-3 et 25-5 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 modifié pour sa carrière de Sierentz (carrière anciennement dénommée « Gravière de la Hardt »), conformément aux articles qui suivent.

Article 2 : Pentés des talus

Au plus tard le 31 décembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 11-1 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 modifié susvisé, s'agissant de la pente réglementaire des talus à sec :

« (...). L'exploitation se fera, par couloir d'exploitation, à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour le réaménagement soient directement obtenus en déblai. Ils sont donc réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de :

- 1/1,5 (environ 33°), pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales,
- (...).

Article 3 : Distance de recul

Au plus tard le 31 décembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 15-1 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 modifié susvisé, s'agissant de la largeur réglementaire minimale de la banquette périphérique du site en limite Est de la carrière le long de l'autoroute A35 :

« (...). L'exploitant tiendra compte des prescriptions relatives aux distances limites de protection réglementaires (au moins 10 mètres en recul du périmètre autorisé et de tout ouvrage public ou privé, distance portée à 20 m le long de l'autoroute A35) et de la stabilité naturelle des pentes (pente moyenne par rapport à l'horizontale d'au plus 1/1,5 – environ 33° à sec et 1/2,5 – soit 22° sous eau), ainsi que des contraintes nécessaires à la réalisation de la remise en état et du réaménagement prévus. ».

Article 4 : Protection des sols et du sous-sol

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, et conformément aux prescriptions de l'article 18-1 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 modifié susvisé, s'agissant des opérations de ravitaillement en carburant des engins de chantiers travaillant sur le site de la carrière :

« Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés en dehors du site de la carrière sur une aire étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. ».

Article 5 : Phasage de remise en état

Au plus tard le 31 décembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 2-1 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 modifié susvisé, s'agissant du phasage de remise en état de la carrière :

« Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus :

- dans le dossier de demande d'autorisation du 28 avril 1995,
 - dans les divers dossiers techniques de demande de modifications des conditions d'exploiter,
- en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter et des règlements en vigueur. ».

Article 6 : Mesures de remise en état

Au plus tard le 31 décembre 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 24-3 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 modifié susvisé, s'agissant de la réalisation des mesures de remise en état :

« Sans préjudice aux dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état et le réaménagement sont conduits dans le respect des prescriptions suivantes (compte tenu de la vocation ultérieure du site) (cf plan de remise en état annexé) :

Généralités	<ul style="list-style-type: none">- (...),- les terres végétales et de découverte servent à la remise en état des zones situées autour du plan d'eau (sauf la plage), des talus, des banquettes et de la zone remblayée,- les plantations terrestres et aquatiques sont réalisées comme prévu dans le document d'impact,- (...),- pour les éventuelles parties restant à sec, le fond de l'exploitation doit être aplani avant le régalage des terres de découverte, sauf en ce qui concerne les parties destinées à rester en surface graveleuse comme indiqué au plan de remise en état,- (...),- le recouvrement (pour les surfaces qui doivent être recouvertes) du fond de la carrière, des banquettes, des talus, de leur accès se fait en deux phases successives (terres de découverte, puis terres végétales) ; les surfaces sur lesquelles les terres végétales ont été remises en place ne doivent plus être parcourues par les engins de chantier.
Limite Est	<ul style="list-style-type: none">- banquettes végétalisées et plantées d'espèces végétales d'essences locales,- talus de raccordement de pente 1/1,5, conservé à l'état graveleux,- chemin de bord de plan d'eau, à sec,- bord de plan d'eau,- zone de hauts-fonds (**) du côté Nord (Longueur de 110 m et largeur de 30/35 m dans le prolongement de la zone de hauts fonds de la carrière exploitée au lieu-dit Rittiecke,- aménagement de développement de la biodiversité (batraciens) (*) en partie Nord de la petite presqu'île.
Limite Sud	<p>Parties Est et médiane</p> <ul style="list-style-type: none">- 17 ha de terrains à la cote du terrain naturel, non exploités et à l'état nature d'usage agricole, supportant notamment le pylône EDF,- talus de raccordement de pente 1/1,5, partiellement recouvert sur sa limite Est (future presqu'île dans le cadre d'un éventuel renouvellement) de terres de découverte et végétales et végétalisé d'essences locales,- chemin de bord de plan d'eau, à sec,- bord de plan d'eau. <p>Partie Ouest (...)</p>

(*) **Aménagements pour batraciens** ; ils sont constitués de :

- un cortège de mares toujours en eau,
- un cortège de flaques/mares/dépressions peu profondes (5/15 cm) de 6-10 m² (propices au Crapaud calamite),

avec mise en place de tas de galets (en petits tas) et refuges.

Ces aménagements sont réalisés sur des terrains à l'état graveleux et restant hors d'eau en bordure de plan d'eau **mais déconnectés du plan d'eau et protégés de celui-ci** par des merlons de tout-venant de 0,50 à 1m de hauteur.

(**) **Zones de hauts fonds** : zones établies entre les cotes 238,50 mNGF vers la berge et 237,50 mNGF vers le plan d'eau, (...).

Article 7 : Garanties financières de remise en état

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, et conformément aux prescriptions de l'article 25-5 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 modifié susvisé, s'agissant du montant des garanties financières de remise en état de la carrière, pour un montant minimum de 542 129 euros :

« (...) L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières. ».

Article 8 : En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin.

Fait à COLMAR, le **26 JUIL. 2019**

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MARX

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.